

**Israël - Territoires palestiniens -  
Conférence pour la paix au  
Proche-Orient - États-Unis -  
Conférence de presse de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international  
(Paris, 15 janvier 2017)**

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, je viens de clore la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Près de 70 pays et organisations internationales se sont réunis à Paris pour parler d'une seule voix sur ce sujet d'une importance capitale pour tous.

Avant de revenir sur ce qui s'est dit aujourd'hui, et avant de remercier tous ceux qui ont joué un rôle particulier dans cet événement, j'aimerais vous livrer trois impressions.

La première, c'est le sentiment d'urgence. Toutes les interventions depuis ce matin l'ont confirmé, l'urgence à préserver la solution des deux États, et cette solution qui est la seule viable pour l'avenir est aujourd'hui gravement menacée. Elle est menacée par la colonisation et par la poursuite de la violence. Il y a urgence à éviter tout acte unilatéral qui enflammerait encore davantage la situation sur le terrain, à Jérusalem et ailleurs.

Chez certains, on entend dire souvent qu'il vaudrait mieux s'occuper de la Syrie, de l'Irak ou de la Libye, plutôt que de ce conflit. D'abord, nous nous occupons de la Syrie, de l'Irak et de la Libye mais nous faisons aussi la même chose pour trouver une solution à ce conflit qui dure déjà depuis si longtemps. Il serait un peu facile de détourner le regard du conflit israélo-palestinien qui a produit, je le rappelle, trois guerres en six ans. Aujourd'hui, tous les ingrédients d'une escalade des tensions sont encore là. Si nous ne faisons rien, nous prenons la responsabilité de laisser la situation dériver vers une confrontation écrite d'avance.

Ce conflit - cela a été rappelé par de nombreux intervenants aujourd'hui - n'a rien perdu de son importance symbolique et il dépasse toutes les frontières. Prendre le risque de l'alimenter serait faire un cadeau insensé aux extrémistes de tous les pays. Cela a également été rappelé par de nombreux représentants, en particulier des pays concernés.

La deuxième impression de cette conférence, c'est celle qui s'est exprimée autour de l'unité de la communauté internationale. Bien sûr, il y a des nuances de méthodes et d'approches, mais c'est vrai pour tous les grands enjeux internationaux et il n'y a rien de surprenant à cela. Ce qui frappe, c'est la communauté de vision sur l'essentiel : l'attachement à la solution de deux États,

le rejet de la violence et, je l'ai dit, la dénonciation de la colonisation.

Tous ces constats sont partagés par tous. Ce n'est pas le fait de tel ou tel pays, de telle ou telle administration. Nous sommes unanimes dans notre condamnation de l'attentat de Jérusalem qui a eu lieu dimanche dernier ; nous sommes unanimes pour condamner ce terrible attentat, comme nous le sommes aussi pour condamner toute incitation à la violence.

La communauté internationale s'est récemment exprimée au conseil de sécurité des Nations unies en dénonçant la colonisation avec la résolution 2334. Aujourd'hui, c'est la voix du monde qui s'est exprimée à travers une décision qui est marquée du sceau de la légalité internationale. Il faut prendre cela avec gravité.

Lorsque, quelques jours après, John Kerry a fait son intervention, à travers un discours que je qualifie de courageux et digne - et en même temps profondément émouvant -, c'était au-delà de la voix de l'administration américaine, l'écho d'une inquiétude internationale largement partagée. Beaucoup d'orateurs depuis ce matin y ont fait référence avec gratitude.

C'est également le message qui a été porté par la communauté internationale depuis plus de 50 ans. Il vient d'être réaffirmé avec une force qui est intacte. Aujourd'hui, l'Union européenne était autour de la table, avec la Ligue arabe, les pays du G20 et le conseil de sécurité des Nations unies. Tous les pays les plus concernés, tous ces pays ont parlé d'une seule voix. Nous ne sous-estimons pas les sociétés civiles : en Israël, plus de 1.200 intellectuels ont appuyé ces efforts dont des anciens ambassadeurs, des prix Nobel et des organisations de la société civile. C'est aussi cela la réalité, au-delà des mots et des formules. C'est, d'une certaine façon, réconfortant pour ceux qui doutent.

La troisième impression, parce que chacun en est conscient, c'est de la nécessité de rester mobilisé. Cette volonté s'est exprimée dans tout le labeur de préparation de la conférence que chacun a pris au sérieux, et elle va se manifester maintenant pour la suite. Il faut bien le dire, une crainte s'est exprimée. En effet, l'emballement des faits sur le terrain et une réaction internationale qui serait insuffisante peuvent ruiner les espoirs de paix. Il est donc important qu'il y ait un suivi des travaux qui ont été enclenchés. Beaucoup de participants nous l'ont demandé, ils ne souhaitent pas se contenter d'une seule conférence, ils veulent travailler dans la durée. C'est également important de saluer cette volonté très nette de poursuivre cette dynamique positive qui a commencé - ou recommencé - le 3 juin dernier. Nous n'aurions pas été là, aussi nombreux, s'il n'y avait pas eu ces efforts constants, patients, déterminés et poursuivis, s'il n'y avait pas eu cette première réunion du mois de juin 2016.

Je voudrais revenir plus en détail sur ce qui s'est dit aujourd'hui et sur la signification profonde de cette conférence. Nous nous sommes réunis pour tenter d'apporter une contribution constructive et de bonne foi à un processus de paix qui est, il faut bien le dire aujourd'hui, au point mort. On nous dit souvent que seules des discussions bilatérales entre les parties sans préconditions permettront d'avancer et que toute autre initiative serait une forme de distractions, de facilités, pour ne pas dire de futilités. Évidemment, nous sommes pour que la négociation ait lieu entre les parties, il n'y a pas d'autre issue possible. Nous n'avons jamais rien dit d'autre et nous n'avons jamais eu l'intention, pas plus hier qu'aujourd'hui, de négocier à leur place. La paix ne se fera que s'il y a une volonté et un engagement concret entre Israéliens

et Palestiniens.

La question pour la communauté internationale, qui se préoccupe de la permanence de ce conflit, de ces tensions, de ces violences, c'est comment aider les deux parties sans négocier à leur place. Comment les inciter à reprendre le seul chemin possible, celui de la table des négociations.

Nous avons proposé trois choses. La première, c'est tout d'abord un rappel du cadre de négociations reconnu par la communauté internationale. Alors que certains s'interrogent, il est bon de rappeler la base. La base, ce sont les frontières de 1967 et ce sont les grandes résolutions des Nations unies, et il y en a eu beaucoup. Il faut bien sûr s'inspirer des plus grandes et des plus importantes, notamment la dernière.

La seconde, c'est de travailler concrètement à des incitations pour les parties en cas de processus et d'accord de paix. Je l'ai dit, chacun sait que les parties ne négocient plus depuis longtemps. Nous avons donc regardé ensemble comment les y encourager.

Nous avons travaillé dans trois domaines avec nos partenaires. D'abord sur le volet économique, avec notamment l'idée d'un partenariat spécial et privilégié avec l'Union européenne, et parce que nous sommes convaincus de l'immense potentiel qui existe pour l'investissement privé dans cette région, et des coopérations internationales en cas de paix. Nous avons effectué un travail qui va se poursuivre sur le renforcement des capacités du futur État palestinien.

Nous avons fait un travail de fond sur le rapprochement des sociétés civiles israélienne et palestinienne. Ces sociétés civiles existent, elles ont leur autonomie et leurs spécificités, elles sont souvent représentatives de la diversité. Nous avons consulté plus de 150 organisations au cours des derniers mois.

Enfin, une mobilisation internationale en soutien des parties.

Nous ne nous faisons pas d'illusion, nous sommes réalistes. Les incitations sur lesquelles nous travaillons ne vont pas subitement pousser les parties à négocier dès demain matin, mais l'accompagnement international le plus sincère possible, le plus désintéressé possible compte, j'en suis sûr. Il compte et il comptera.

Nous sommes attachés à la sécurité dans cette région. J'évoquais l'attentat odieux à Jérusalem de dimanche dernier que nous avons dénoncé et condamné. C'est le gouvernement israélien lui-même qui a fait allusion à un engagement de Daech dans cette opération criminelle. Il ne faut pas laisser d'espace aux criminels, il ne faut pas laisser d'espace aux terroristes de Daech notamment, qui ne doivent pas trouver là un espace à leur propagande meurtrière et abjecte.

Nous sommes aussi profondément attachés à la sécurité d'Israël et je le dis en ami d'Israël le plus sincèrement possible. Cela a été rappelé avec émotion cet après-midi. Oui, il n'y aura pas

de paix régionale solide et durable tant que le conflit avec les Palestiniens ne sera pas réglé. Je dis cela sans aucune excuse à la violence, d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit.

C'est pourquoi nous proposons cette mobilisation avec tous les pays de la région sur la base de l'initiative arabe de paix qui a été plusieurs fois mentionnée par de très nombreux intervenants. Elle nous aidera tous, elle aidera surtout les parties à trouver le chemin.

J'ai essayé de trouver une formule pour résumer, à la fin de nos travaux, le sens de cette conférence. Pour moi, c'est d'abord une main tendue aux parties, aux Israéliens et aux Palestiniens. Cette main tendue, nous espérons qu'ils sauront la saisir. On nous demande pourquoi faire une conférence sans les parties ? Je souhaite rappeler que tout cela a été fait en transparence avec elles. Le président de la République, François Hollande l'a rappelé tout à l'heure, il s'est entretenu avec Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas. J'ai fait une visite sur place et mon envoyé spécial, Pierre Vimont, que je remercie tout particulièrement, a effectué sans relâche plusieurs missions en Israël, en Palestine et dans de nombreux pays pour expliquer le sens de la démarche. Nous leur avons proposé une restitution de nos travaux.

Nous avons même proposé que cette restitution ait lieu sans délai, dès ce soir à Paris. Le Premier ministre israélien m'avait dit à plusieurs reprises, ainsi qu'au président Hollande qu'il était prêt à venir à Paris à tout instant, pour rencontrer M. Abbas afin d'engager directement une négociation avec lui. Manifestement, il a sans doute changé d'avis mais cela ne change pas le nôtre, c'est-à-dire notre disponibilité, soit qu'il vienne à Paris, soit que nous nous rendions sur place. En tout cas, je suis prêt à faire le déplacement aussi rapidement que possible, pour rendre compte des résultats et du sens de nos travaux, pour porter aux Israéliens comme aux Palestiniens le message sincère de la communauté internationale.

Alors, oui, il nous faut regarder vers l'avenir. C'est vrai que les parties peuvent sembler encore loin d'être en mesure de se réunir à la table des négociations. C'est vrai, et c'est justement parce que c'est difficile que nous avançons seulement pas à pas, certains diront petits pas par petits pas.

Oui, cela autorise-t-il à renoncer ? Non, au contraire. En ce sens, nous avons fait des premiers pas dont encore un autre aujourd'hui à Paris. Nous avons exprimé notre inquiétude - celle de la communauté internationale - nous avons aussi réaffirmé son plein engagement. Nous avons rappelé le cadre international du futur règlement et nous avons élaboré les incitations pour la paix. Nous avons porté un discours positif sur ce qui n'était que griefs et frustrations. Nous avons réuni les pays de la région sans lesquels il n'y aura pas non plus de paix durable.

Nous avons donc la base pour avancer avec les parties et avec la nouvelle administration américaine que nous souhaitons convaincre, avec cette conférence, que la volonté de paix est partagée par l'ensemble du monde. On nous a demandé pourquoi nous faisons cette réunion maintenant. Nous avons fait la démonstration que l'ensemble du monde veut la paix - c'est vrai notamment du monde arabe - et que soit réaffirmée la perspective de deux États dans le respect d'Israël. L'impasse actuelle menace la paix et la sécurité internationale, elle ne peut être surmontée qu'en traitant avec un égal respect les Palestiniens et les Israéliens.

La France se sent un devoir car elle a des liens très anciens dans cette région. Elle a un attachement profond et amical pour Israël comme vous le savez, comme pour les Palestiniens qui ont leur propre voie.

La France est un pays indépendant, attaché au multilatéralisme et à la voie de la négociation pour obtenir la paix. Nous avons constaté aujourd'hui qu'elle n'est pas seule et qu'elle est même accompagnée par beaucoup de ceux qui s'inquiètent que seul le rapport de forces joue désormais pour régler les conflits. Bien sûr, les rapports de forces existent, mais toute l'Histoire montre que la voie de la diplomatie, la voie de la négociation prend souvent du temps, mais c'est la seule qui paie à la fin.

Vous pouvez compter sur la France pour qu'elle ne renonce pas, c'était le sens de cette conférence. Je vous remercie.

Q - Bonjour Monsieur le Premier ministre. Vous avez prévu le suivi de cette conférence, pouvez-vous nous en dire un peu plus. Sous quelle forme ?

R - Nous n'allons pas mettre en place une organisation, mais nous avons commencé un travail. Plusieurs pays s'étaient proposés, depuis la réunion du 3 juin, pour animer des chantiers, ce que j'ai évoqué tout à l'heure. Je pense à l'Allemagne, à la Norvège, à l'Union européenne et à la Suède, qui avaient animé des groupes de travail thématique sur les capacités économiques, sur les capacités de l'État et sur le dialogue avec la société civile. Ces pays nous ont rappelé leur disponibilité pour poursuivre. Nous n'ignorons pas non plus le rôle que joue l'Égypte - et va continuer à jouer et nous l'encourageons - et les États-Unis pour leurs efforts inlassables pour tenter de ramener les parties à la table de la négociation. Il y a d'autres pays encore. Nous souhaitons, qu'en liaison avec la France, nous puissions poursuivre. Certains pays ont même dit qu'ils souhaitaient prendre des initiatives bilatérales, la Belgique a donné l'exemple d'une initiative prise au niveau des entreprises qui avaient invité ces entreprises israéliennes et palestiniennes à se réunir sur des projets concrets à Bruxelles. Tout cela crée un contexte, un climat, qui doit être entretenu. C'est un état d'esprit plutôt qu'une organisation, c'est un état d'esprit amical, constructif, sincère. C'est pourquoi nous ne répondrons pas par des polémiques lorsque certains propos peuvent paraître excessifs. La situation est trop grave et préoccupante pour que nous nous laissions aller à cela. Nous voulons continuer à être utile.

Q - Monsieur le Ministre, souhaitez-vous que le communiqué final soit repris demain par le conseil des ministres européens ? Et par ailleurs on évoque aussi une réunion du conseil de sécurité mardi, où il pourrait faire l'objet d'une déclaration.

R - Pour l'instant nous n'avons pas évoqué, à aucun moment, dans la réunion le conseil de sécurité, aucun intervenant ne l'a fait. Je serai personnellement à Bruxelles, demain, pour représenter la France à la réunion du conseil des affaires étrangères. Mme Federica Mogherini était présente et plusieurs membres de l'Union européenne m'ont dit en aparté qu'ils souhaitaient que le conseil des affaires étrangères appuie ce qui a été fait ici à Paris et je n'ai aucun doute que ce sera le cas.

Q - Monsieur le Ministre, vous avez dit que le transfert éventuel de l'ambassade américaine à

Jérusalem était une provocation. Est-ce que vous avez prévu une réaction du pays au cas où l'ambassade serait bien transférée ?

R - Ce n'est pas la première fois qu'il y a des déclarations américaines sur ce point. Des gouvernements américains précédents avaient envisagé cette option et finalement tous les présidents y ont renoncé. Je dis que ce serait une provocation car il s'agirait d'une décision unilatérale alors que la question si sensible de Jérusalem ne peut être abordée que dans le cadre d'une négociation entre les parties. Si, à la fin, il y a un accord général de paix entre les parties, qui inclut une réponse sur la question de Jérusalem qui soit équitable et juste, alors la question de l'emplacement des ambassades se posera dans d'autres termes pour les deux États. Mais, à l'heure actuelle cette décision américaine serait une provocation.

En aparté j'ai parlé avec plusieurs pays de cette question qui ont réagi avec moi de la même façon et qui souhaitent qu'une mise en garde soit faite. J'aurai l'occasion, lorsque mon homologue américain Rex Tillerson sera nommé après le vote du Sénat, de le voir et de discuter avec lui de toutes ces questions. Je le ferai avec lui en toute franchise et en toute amitié, compte tenu des relations historiques qui existent entre les États-Unis et la France et qui doivent perdurer. Nous aurons beaucoup d'autres sujets à évoquer et nous les évoquerons, encore une fois en toute franchise et en toute sincérité, avec l'objectif, qui doit toujours être le même, d'agir ensemble dans le respect de l'autonomie de l'autre. La France y est attachée pour obtenir des solutions aux problèmes du monde.

Q - Monsieur le Ministre, il y a quelques mois il était question éventuellement que la France reconnaisse l'État palestinien. Est-ce que vous en avez parlé lors des travaux aujourd'hui et est-ce qu'il en est question éventuellement ?

R - Non, cela n'a pas été évoqué dans ces termes-là. Ce n'est pas une déclaration unilatérale de la France qui va régler le problème que nous avons évoqué toute la journée et dont nous parlons depuis des mois et des mois. Ce sur quoi nous travaillons et sur quoi nous voulons contribuer, c'est que les parties reprennent la voie du dialogue et de la négociation qui n'existent plus aujourd'hui. Nous sommes dans une situation dangereuse et préoccupante. Ce qui a été dit - et ce qui est la position de la France et la France a de l'antériorité sur cette question - c'est qu'il n'y a pas d'avenir de paix dans cette région du monde si nous ne réaffirmons pas la nécessité de deux États, c'est-à-dire qu'à côté de l'État d'Israël existe l'État palestinien. Ce n'est pas possible d'y arriver autrement, c'est la position de la France.

Le premier à l'avoir évoqué en toute franchise et en toute sincérité, c'était le président François Mitterrand dans son discours à la Knesset - donc, la France a une antériorité - et lorsqu'il l'a fait, il l'a fait à la Knesset en s'adressant aux Israéliens avec un message de franchise, d'amitié fidèle et de grande sincérité et de grande lucidité. C'est vrai que c'est ancien, mais la France ne renonce pas et ne renoncera pas à ce que l'on contribue à créer les conditions d'une solution.

Aussi, j'appelle en quelque sorte Israéliens et Palestiniens à se retrouver et qu'il n'y ait pas de malentendus. Certains voudraient provoquer des malentendus, publient des tribunes, font peur, mais cette conférence n'a eu à aucun moment la tentation de se laisser aller. Lors de cette conférence, il y avait à la fois un esprit de responsabilité, de la mesure, de la maîtrise et puis une vraie passion pour la paix. Et en se disant on ne renoncera pas, et c'est ce que je retiendrai

de cette conférence, cela restera la conférence de la main tendue et, je le souhaite, de l'espoir.

Je vous remercie./.